

MINISTÈRE
DE
L'ÉDUCATION NATIONALE.

SECRETARIAT GÉNÉRAL
DES BEAUX-ARTS.

DIRECTION
DES
SERVICES D'ARCHITECTURE

BUREAU
DES
MONUMENTS HISTORIQUES
ET DES SITES.

Inventaire des Sites
dont la conservation
présente un intérêt général.

ÉTAT FRANÇAIS.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT À L'ÉDUCATION NATIONALE,

Vu la loi du 2 mai 1930 réorganisant la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque et notamment l'article 4 ;

~~Sur la proposition de la Commission départementale des monuments naturels et des sites d-~~

Vu la loi n° 421 du 28 Juillet 1943.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Est inscrit sur l'inventaire des sites dont la conservation présente un intérêt général l'ensemble formé par les Ruines de l'ancien château féodal de Saint-Martin de Toques à Bizanet (AUDE) inscrites sur l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques) et leurs abords comprenant les parcelles cadastrales n° 248 à 254 256 257 appartenant à M. VILLENEUVE, 8 Avenue de Toulouse à Narbonne.

149-646-J. 4842-42. [362922]

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département pour les archives de la préfecture, au Maire de la commune de BIZANET et au propriétaire-re intéressé

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 13 SEPT 1943

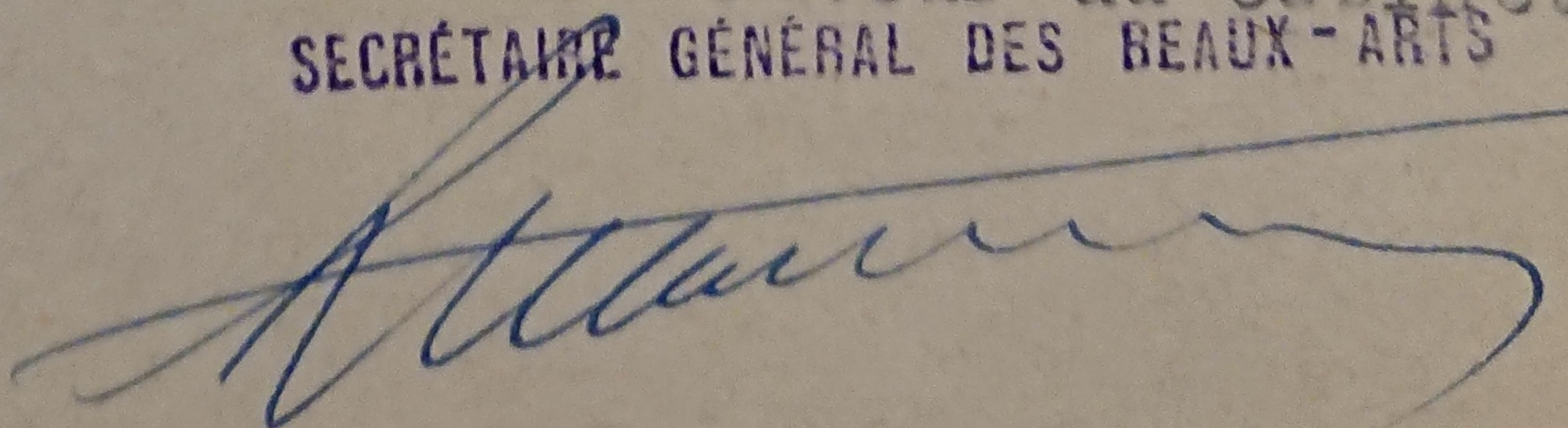
POUR LE MINISTRE, SECRÉTAIRE D'ÉTAT

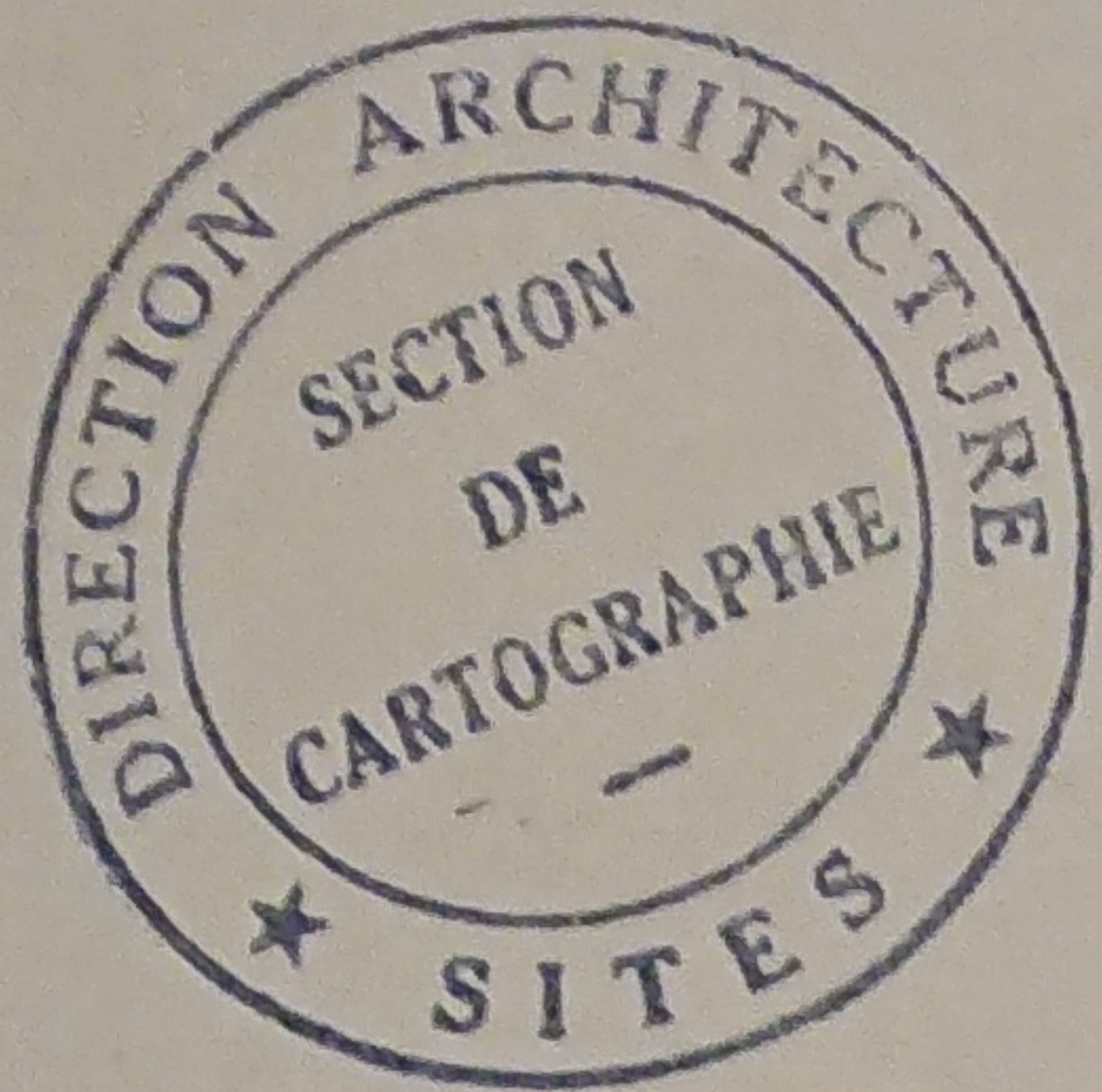
A L'ÉDUCATION NATIONALE

ET PAR DÉLÉGATION

Le DÉPUTÉ-CONSEILLER D'ÉTAT

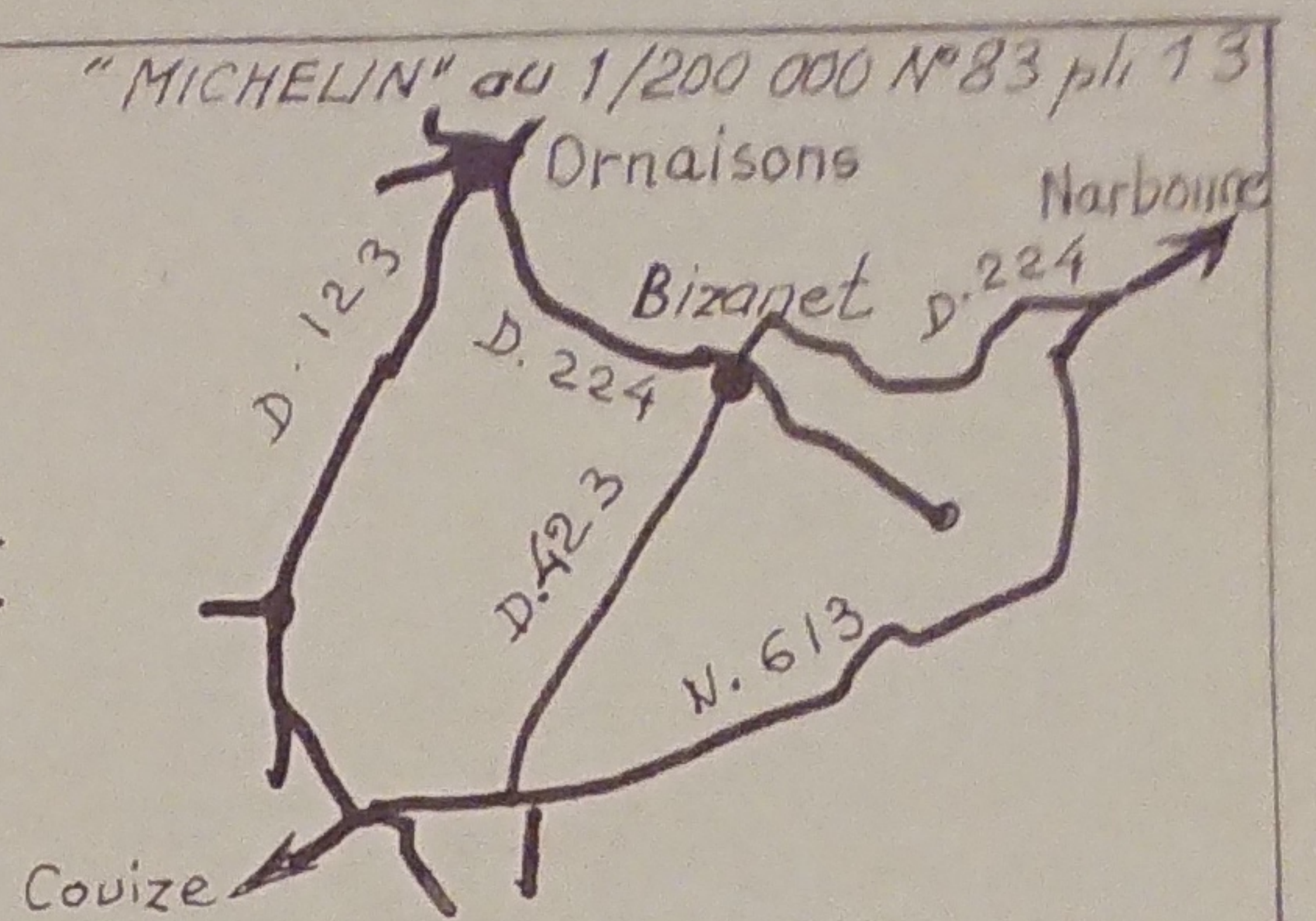
SECRETARIE GÉNÉRAL DES BEAUX-ARTS





11 AUDE
BIZANET

ARRONDT ET CANTON : NARBONNE

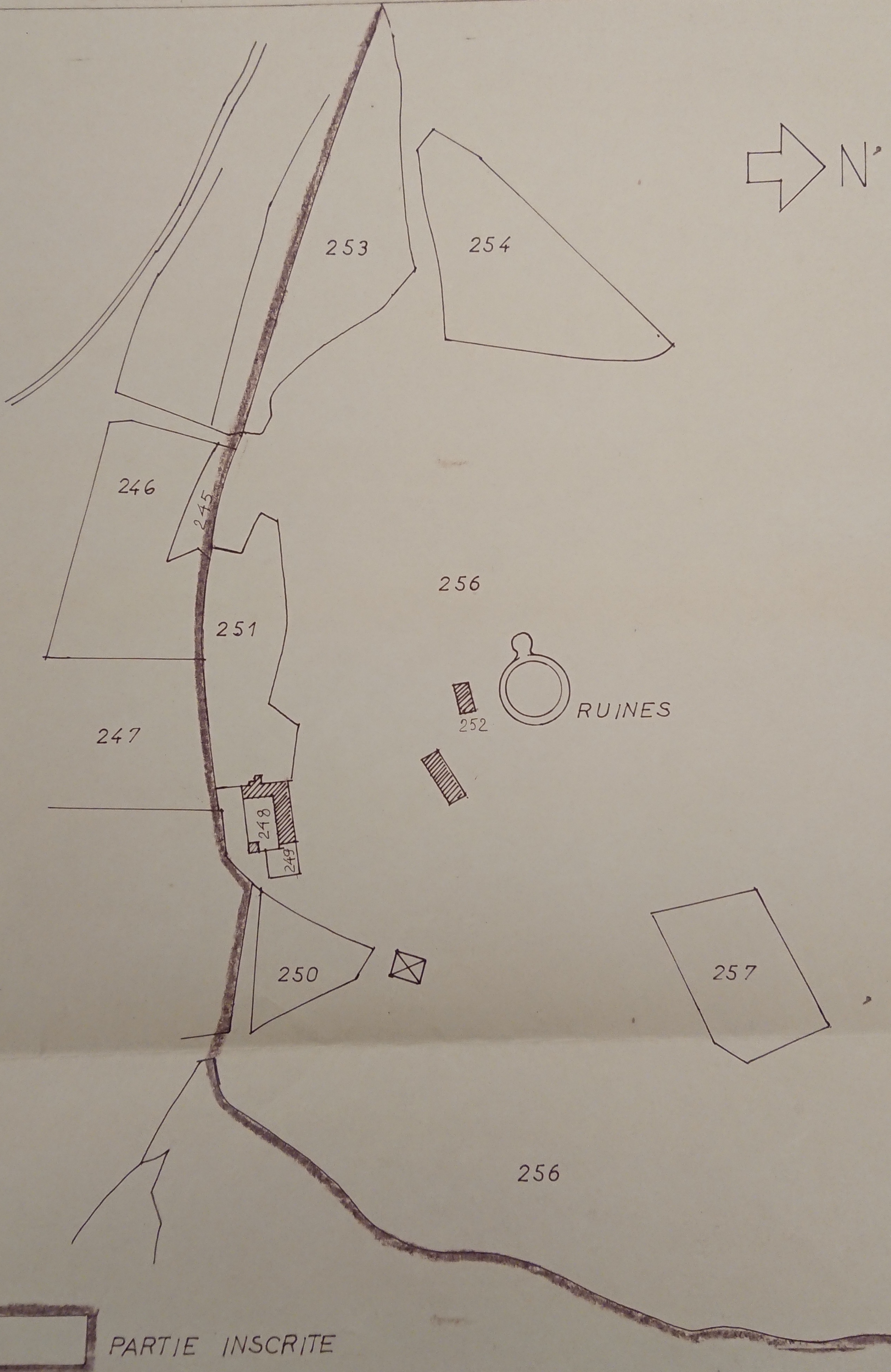


LES RUINES DE SAINT-MARTIN DE TOQUES

Situation ?

Echelle ?

Délimitation p. 256 ?



Est inscrit sur l'Inventaire des Sites dont la conservation présente un intérêt général l'ensemble formé par les ruines de l'ancien château féodal de Saint-Martin de Toques à BIZANET (Aude) inscrites sur l'Inventaire supplémentaire des Monuments Historiques) et leurs abords comprenant les parcelles cadastrales n° 248 à 254. 256. 257.

(Arrêté du 13 septembre 1943)